



# LA DÉCADE

## LA LETTRE DU CERCLE JEAN-BAPTISTE SAY

“ Les lumières et la morale sont aussi nécessaires au maintien de la République que le fut le courage pour la conquérir. ”



J'ABONNE UN AMI!

CLIQUEZ ICI



Il nous l'avait bien dit



septembre 2021

## Respect de la propriété et liberté de circuler : principes de base permettant la prospérité.



Jean-Baptiste Say a eu l'occasion de donner des leçons d'économie politique au prince royal du Danemark. Ce dernier s'assura de la traduction du *Traité d'Économie Politique* de Say. Les leçons retenues de celui-ci contribuent-elles encore à la poursuite du développement de la prospérité de ce pays ? Peut-être a-t-il mieux compris que d'autres quelques-uns des principes qui la permettent et qui pourraient inspirer -entre autres- la Maire de Paris :

« Tout ce qu'on peut dire c'est que le gouvernement a, pour favoriser les fabriques et le commerce, des moyens qui conviennent à tous les États.

*Je ne parlerai pas des institutions qui assurent les propriétés, de quelque nature qu'elles soient, c'est-à-dire la propriété industrielle, intellectuelle même, aussi bien que celle des terres : j'ai lieu de croire que ces institutions sont plus parfaites au Danemark que dans la plupart des autres états d'Europe. Il faut seulement prendre garde qu'en protégeant la propriété, on n'entrave pas par des mesures administratives, ceux qui veulent en faire usage ; car si je ne peux transporter aisément et à peu de frais mes marchandises d'un endroit à un autre, on a beau ne pas me les prendre, c'est comme si on me les prenait, puisqu'on m'empêche d'en tirer parti. Le respect de la propriété comprend le droit d'user et d'abuser garanti au propriétaire, pourvu qu'il n'attente pas aux droits d'autrui.*

*S'il y a des entraves naturelles, des défauts de routes, de canaux, de ports etc., le plus grand bienfait que l'industrie puisse recevoir d'un gouvernement éclairé consiste à lever ces obstacles, ou du moins les rendre moins insurmontables. La majeure partie du prix des produits ruraux provient des frais de transport ; ce prix peut être établi beaucoup plus bas à l'aide de bons moyens de communication. Et rien ne favorise la consommation de quelque produit que ce soit comme l'abaissement de son prix. »*

Lettre au Prince Royal de Danemark, 3 janvier 1824 in *Œuvres diverses* 1848 p.550

*Analyse économique*

septembre 2021

## Il y a cinquante ans, le système de Bretton Woods s'effondrait

Cet été, on a discrètement fêté les cinquante ans de la décision de Richard Nixon, prise en août 1971 de suspendre la convertibilité du dollar en or, décision qui devait déboucher cinq ans plus tard sur les accords de la Jamaïque qui ont enterré officiellement le système de Bretton Woods. Ce nom désigne le système monétaire international tel qu'il avait été défini au sortir de la deuxième guerre mondiale. Il est souvent présenté comme une époque bénie de grande stabilité financière et économique, à laquelle a succédé une certaine anarchie monétaire, puisque les principales monnaies voient depuis 1973 leurs cours fixés par l'offre et la demande. La réalité est en fait plus complexe et le système de Bretton Woods était sans doute voué à disparaître dès le départ.

Le principe du système de Bretton Woods était que chaque pays devait déclarer une parité vis-à-vis du dollar et s'engager à maintenir le cours de la devise dans une fourchette de 1%. Seul le dollar est convertible en or au cours de 35 dollars pour une once d'or. Le FMI a été créé pour assister la liquidité des pays en difficulté et pour les aider à mettre en œuvre les mesures à même de restaurer la valeur de leur devise. Si les fondamentaux d'un pays se dégradait trop, la devise d'un pays pouvait être dévaluée de plus de 10% mais avec l'accord officiel du FMI. La stabilité des changes devait être propice au commerce international. L'objectif était d'éviter une guerre des devises et une fermeture des économies telles que ce qui avait été connu dans les années 30 et au contraire de faciliter l'interdépendance économique des pays, gage de paix.

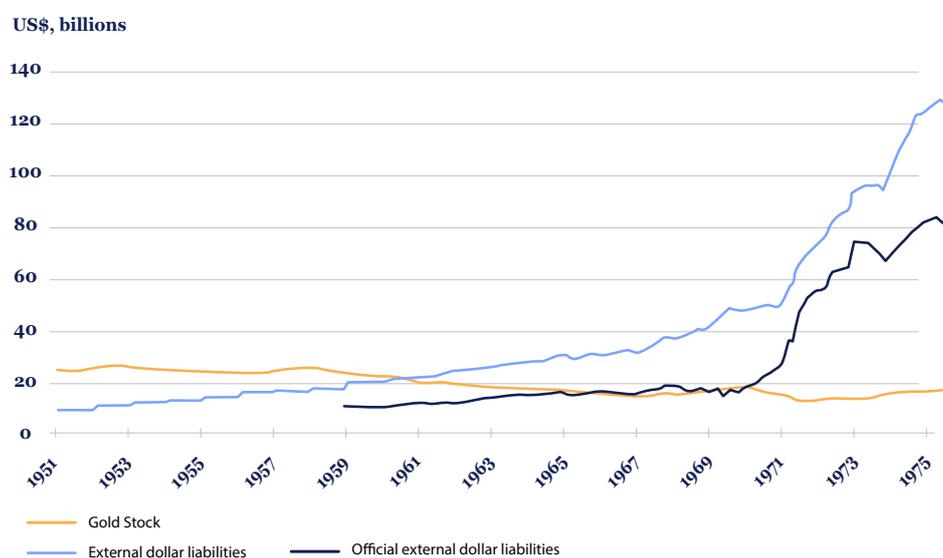
Ce système était le fruit des négociations internationales, principalement entre les américains et les britanniques qui avaient lieu depuis 1940 jusqu'à 1944. Alors que le plan britannique de John Maynard Keynes prévoyait une correction des excédents commerciaux excessifs en parallèle des corrections des déficits excessifs, l'accord final a été beaucoup plus proche du plan américain de Harry Dexter White, plus favorable aux pays créditeurs.

Ce plan reposait sur une idée de relatif équilibre monétaire, sauf que la situation était tout sauf équilibrée. D'un côté, les Etats-Unis détenaient les deux tiers des réserves d'or mondiales et représentaient encore plus de la moitié de la production industrielle mondiale en 1948. De l'autre, l'Europe et le Japon étaient exsangues avec des capacités de production très abimées par la guerre. L'affaiblissement des capacités de production, l'impératif de reconstruction et la priorité accordée au plein emploi faisaient que les pays européens avaient d'important déficits commerciaux et donc un important déficit de dollar.

Le plan Marshall a permis de compenser une partie de ce déficit mais les pays européens doivent dévaluer en septembre 1949 leurs devises de 30% en moyenne. Ceci ne leur permet pas de rééquilibrer nettement leurs soldes courants et ils doivent maintenir des mesures de restriction du commerce international durant plusieurs années. Alors que le plan initial reposait sur une relative liberté commerciale, les pays européens attendront 1958 pour mettre en place la convertibilité du compte courant, c'est-à-dire la possibilité pour les entreprises de convertir librement leur devise pour les opérations de commerce classique. Entretemps, les importations ont été durablement contingentées, le niveau de restriction des importations étant la principale variable d'ajustement utilisée par les gouvernements. Si l'Allemagne n'a connu qu'une crise de balance des paiements en 1950, rapidement résolue par des mesures de rigueur budgétaire et le retour du pays en excédent courant, le Royaume-Uni et la France ont passé les années cinquante à devoir mettre en œuvre des politiques de stop & go pour éviter la crise de balance des paiements. En France, il fallut attendre l'arrivée du Général de Gaulle, la dévaluation de 17% du Franc et le plan de rigueur Pinay Rueff pour stabiliser la situation.

Malgré ces difficultés, les restrictions au commerce ont été progressivement levées et en dépit des fortes contraintes sur les flux financiers, les dollars ont commencé à affluer dans le reste du monde dans des proportions importantes. Les Etats-Unis fournissaient au reste du monde la liquidité nécessaire au bon fonctionnement de l'économie. Cela se passait directement par le biais d'investissements directs (construction d'usines, achats d'entreprises) ou par des pratiques de sur ou sous-évaluation des prix de transferts du commerce international. S'est ajouté à cela le développement des eurodollars, par lequel les agents économiques non américains pouvaient placer ou emprunter des dollars dans le reste du monde. La politique économique américaine ayant été très pro-cyclique durant les années 1960, notamment du fait de la guerre du Vietnam, le stock de dollars à l'extérieur du pays a dépassé fortement les réserves en or du pays.

Ce mouvement devait réduire progressivement la confiance des agents économiques, et notamment des autres pays dans le dollar. C'est le fameux paradoxe de Triffin : la monnaie de réserve, largement diffusée dans l'économie mondiale, perd progressivement les qualités qui en faisaient une monnaie de réserve.



---

Tous les pays ont cherché à maintenir par différentes rustines le système en place, notamment en s'engageant à ne pas convertir les dollars détenus, voire en soutenant la devise américaine, mais au début des années 1970, la pression est devenue trop importante. Au printemps 1971, pour éviter que les afflux de dollars en Allemagne ne génèrent de l'inflation, l'Allemagne laisse sa devise flotter et s'apprécier contre le dollar. Début août, des rumeurs disent que la France et le Royaume-Uni envisagent de demander la conversion de leurs dollars. Il ne reste qu'à Richard Nixon à suspendre la conversion du billet vert. Le système de Bretton Woods est en train de mourir. Plusieurs années seront nécessaires à s'adapter au nouveau régime monétaire.

Selon Bary Eichengreen, auteur de *Globalizing Capital*, une histoire des systèmes monétaires, Bretton Woods n'aurait pu fonctionner que si les pays assuraient un ajustement de la demande de nature à stabiliser leurs comptes courants. Le contexte politique de l'époque, peu propice à ces mesures, a donc condamné à terme le système de Bretton Woods et toute la bonne volonté des banques centrales et des gouvernements n'a pu maintenir en place le système en place contre les réalités économiques.

---

---

Reçu 10/10

septembre 2021

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »  
(Traité 1<sup>re</sup> ed.)

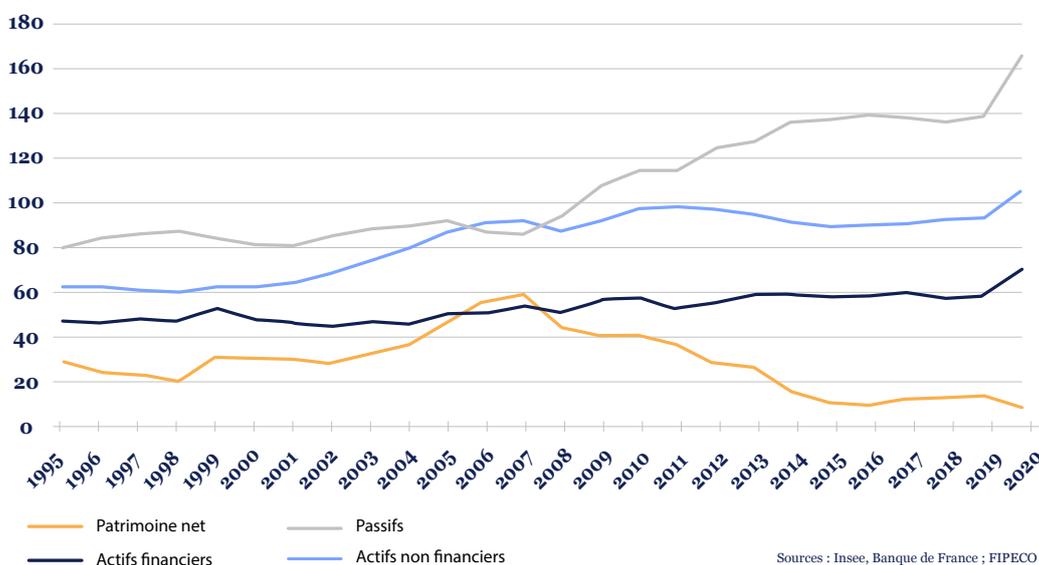
## François Ecalle - Fipeco : oui à force de vivre au-dessus de ses moyens on s'appauvrit...

Nous avons déjà mentionné la qualité informative et pédagogique de Fipeco animée par François Ecalle qui réalise un formidable travail de fond de diagnostic de notre économie, notamment dans sa composante budgétaire et publique. Nos lecteurs gagneront à le suivre régulièrement.

Et ce n'est pas pour vous casser le moral dès la rentrée, mais nous avons souligné en diverses occasions la divergence du chemin français de création de richesse par rapport à ses partenaires et voisins européens (Allemagne, Autriche, Suisse, Pays-Bas, pays nordiques etc.) se traduisant par un décrochage massif de l'indicateur le plus simple et le plus rustique qu'est le PIB par habitant. La France produit moins, crée moins de richesse, notamment parce qu'elle travaille moins. La conséquence si l'on veut se maintenir, c'est de s'endetter. Et l'endettement public doit, comme dans le bilan d'une entreprise, être comparé aux actifs publics si l'on veut mesurer non pas la création de richesse mais le stock de richesse. C'est ce qu'a fait [François Ecalle dans sa dernière étude du 2 septembre](#) pour les administrations publiques centrales.

En dépit de quelques privatisations et cessions immobilières, la valeur de ce patrimoine brut se maintient, notamment grâce à la hausse des prix de l'immobilier et du foncier et à la bonne tenue des marchés financiers. Mais la croissance de l'endettement a fini par **réduire à presque néant notre patrimoine net**. C'est ce qui s'appelle vivre sur la bête...

Le patrimoine des administrations publiques en % du PIB



Collé 0/10

septembre 2021

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »  
(traité 1<sup>re</sup> ed.)

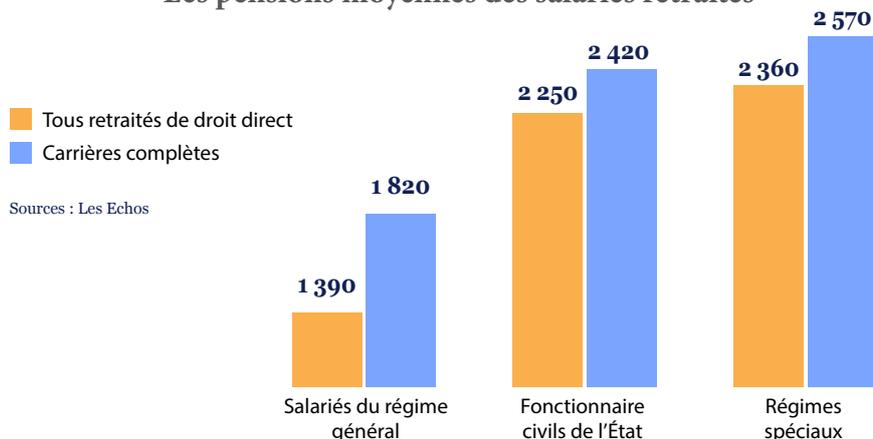
## L'enterrement de la réforme des retraites

Nos lecteurs ont pu dans notre [décade d'été refaire le point complet sur la situation des retraites](#) et l'impérieuse nécessité de procéder à une réforme profonde passant nécessairement, mais pas seulement, par un recul général de l'âge de départ. Néanmoins le Président de la République et son Premier Ministre ont exclu une réforme avant l'élection présidentielle de 2022.

Pourtant c'est une exigence macro-économique, car notre régime tel qu'il est conçu et géré épuise littéralement notre outil de production par sa charge excessive et gonfle notre endettement public. Mais c'est aussi une exigence de justice sociale, tant avec le temps, les concessions et les reculs politiques, ce système s'est déformé au profit d'une minorité qui aura travaillé moins et gagne plus que la moyenne des salariés.

À ce titre, le graphique ci-dessous produit par le Conseil d'Orientation des Retraites est particulièrement choquant : l'écart de pension supérieur à 40% entre salariés du régime général et ceux de la fonction publique et des régimes spéciaux est particulièrement élevé dans un pays qui se passionne pour l'égalité.

Les pensions moyennes des salariés retraités



Et cet écart est encore plus choquant et injuste quand on apprend par exemple que dans les régimes spéciaux, l'âge de départ à la RATP est de 56 ans et dans les industries d'énergie (EdF, Engie) de 58 ans alors que les salariés du régime général partent maintenant autour de 63 ans !

Pour un Président de la République qui voulait casser les rentes, ce nouveau recul a l'allure d'une capitulation.

## Parole d'entrepreneur

septembre 2021

# Hélène de La Moureyre – Fondatrice de [Bilum.fr](https://bilum.fr)



© Geraldine Aresteanu

« Tu veux monter ta boîte ? Mais ma chérie, nous ne sommes pas des entrepreneurs dans la famille ! ». Telle est la réaction du père d'Hélène lorsqu'elle lui annonce sa décision, oubliant au passage que ses deux fils ont déjà sauté le pas...

Le chef de famille, neuropsychiatre à son compte, est un gros bosseur qui donne très tôt à ses enfants l'exemple de l'engagement professionnel à toutes épreuves.

La mère d'Hélène infirmière « s'arrête de travailler » pour s'occuper de ses 5 enfants, assurer la gestion du cabinet, gérer les travaux incessants de la grande maison familiale, et animer une association de femmes actives au foyer. 4 des 5 enfants héritent de cette envie d'autonomie et deviennent entrepreneurs ou professionnels indépendants.

Fidèle à l'univers médical familial, Hélène commence sa carrière en tant que commerciale dans les produits bio-pharma dans le nord. Elle s'ennuie vite. Elle a besoin de prendre l'air. Elle « fuit » à Londres. Elle saute sur le premier job disponible et anime un corner chez Harrod's.

Après avoir appris à partir le sac au dos, sans filet, en se débrouillant seule, elle revient à Lille avec quelques idées et déjà l'envie d'entreprendre. L'habillage publicitaire des bus londoniens l'inspire. Hélène tente de lancer une offre à Lille avant de réaliser qu'un leader parisien creuse déjà ce sillon avec succès. Elle décide de le rejoindre. Elle passe 5 ans chez Magic Touch aux côtés d'un créateur charismatique qui déploie en France la technologie 3M mise au point lors des Jeux d'Atlanta. L'occasion de réaliser l'habillage publicitaire de l'immeuble TF1, des avions Air France, et du bus de nos Bleus blacks-blancs-beurs victorieux lors de la Coupe du Monde 98. Hélène part ensuite mettre cette expérience à profit à la tête d'une équipe chez Carat dans l'univers de l'évènementiel, pendant 3 ans.

En 2005, Hélène fonde Bilum, spécialiste français de l'upcycling appliqué à la confection de sacs et accessoires.

L'entreprise compte aujourd'hui en plus d'une dizaine de salariés, une quarantaine de personnes qui participent au processus de production 100% made in France au sein de son atelier parisien et de ses 7 ateliers partenaires (4 d'entre eux sont des ÉSAT et EA : Établissement et Service d'Aide par le travail et

---

**Entreprise adaptée aux personnes handicapées). Bilum, écoresponsable de bout en bout !**

**De la récupération de matières insolites (airbags, ceintures de sécurité, housses de siège de trains ou d'avion, toiles de bateaux ou encore gilets de sauvetage) et de leur transformation jusqu'au produit final.**

**Plus de 250 000 pièces originales ont déjà été confectionnées, à partir d'une vingtaine de matières récupérées, pour un chiffre d'affaires de près de 1 million d'euros.**

**Bilum est positionnée à la fois en B2B (en confectionnant l'héritage des marques à travers leurs propres matières pour plus de 150 sociétés et institutions clients) et en B2C via [bilum.fr](http://bilum.fr)**

### **1) Pourquoi être devenue entrepreneuse ?**

L'étape Carat m'a vidée. Et en même temps convaincue de devenir mon propre patron, d'avancer à mon rythme en créant quelque chose qui n'existait pas.

Et puis j'en avais assez de la hiérarchie et du fonctionnement pyramidal des grandes organisations. J'avais besoin d'autonomie, de liberté et de joie dans mon métier. Je ne voulais plus jamais être bridée dans ma démarche.

Le repreneur de Repetto m'avait beaucoup inspirée à l'époque où je me suis lancée. Jean-Marc Gaucher voyait son manque de connaissance technique dans la production des souliers de danse comme un avantage lui permettant d'innover en s'affranchissant des limites traditionnelles. Ma propre méconnaissance des contraintes de production m'a permis aussi de créer et de réaliser des produits totalement nouveaux en sortant des sentiers battus. J'adore l'agilité qu'une petite entreprise permet de développer.

Et puis transformer et donner une deuxième vie à ces toiles publicitaires que j'avais vendues par milliers pendant des années était devenu une évidence pour moi. Et en plus en dessinant mes propres sacs et en découvrant ce nouvel univers fascinant de l'artisanat et du travail manuel.

La joie retrouvée.

### **2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?**

J'ai pu prendre le temps en 15 ans de réunir une équipe formidable autour de moi. Alex à la production, Stéphanie à la confection ou Marine au commercial apportent tous des idées neuves en permanence et sont finalement chacun entrepreneur dans leurs métiers respectifs. Certains stagiaires qui sont passés chez Bilum nous ont apporté des idées que nous utilisons encore aujourd'hui.

Nous sommes dans un métier d'innovation. Le métier de l'upcycling est nouveau et les références n'existent pas. Lorsqu'il s'agit de mettre en place un processus de production ou

une nouvelle organisation de l'atelier, ou encore en termes de prospection, on part de rien. La confiance que je leur accorde est souvent récompensée par des initiatives très pertinentes dans ces domaines. Je suis impressionnée par la capacité des jeunes générations à entreprendre.

Donc non, l'entrepreneur n'est pas le seul à entreprendre. La différence entre l'entrepreneur et les autres se résume surtout à la prise de risque financier.

### **3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?**

Je n'ai jamais pensé à l'argent quand je me suis lancée.

Pour moi créer de la valeur c'est apporter à la société-entreprise ou à la société dans son ensemble, de nouvelles richesses. Et aujourd'hui on ne peut parler de création de valeur sans parler d'impact social, sociétal et environnemental.

Cette richesse peut être humaine et sociale, au travers de l'emploi, de la formation, de l'élévation. Mais aussi au travers de l'insertion de ceux qui sont éloignés de l'emploi traditionnel et qui peuvent contribuer de manière unique à la création de richesse.

Il faut savoir que pour 1 emploi dans l'industrie d'élimination de déchets on en crée 10 dans le recyclage et 100 dans les activités liées à la réduction des déchets. Un rapport de 2014 du Bureau Européen de l'Environnement établissait que l'on pouvait créer jusqu'à 850 000 emplois dans les prochaines années en développant le emploi, le recyclage et la réutilisation, ce qui reviendrait à donner un emploi à un jeune sur six aujourd'hui au chômage en Europe (Flore Berlinger - TEDx Toulouse. Mai 2014).

La création de valeur vient aussi des produits ou des services apportés grâce à de nouvelles façons de faire qui permettent de repousser les limites du système existant. Avec Bilum nous sommes au cœur de ce nouveau processus de création de valeur en recyclant, en évitant la pollution liée à la production des matériaux, et à leur destruction, et on évite de ponctionner de nouvelles matières premières.

Un blouson de la gendarmerie nationale en goretex ou un blouson de chantier ne sont pas recyclables. Nous upcyclons ces matériaux en réalisant de nouveaux produits tout en préservant des ressources naturelles. C'est bien pour moi un processus de création de valeur.

### **4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?**

#### **Inciter plus de professionnels à entreprendre en allégeant la prise de risque.**

Pouvoir toucher le chômage pendant plus de 2 ans sans me payer sur ma boîte m'a beaucoup aidé au départ. Mais une fois lancé, l'entrepreneur ne dispose plus de couverture. Alors qu'il est lui-même créateur d'emplois. Pourquoi ne pas reconnaître ce rôle et accompagner l'entrepreneur en lui offrant une garantie qui pourrait d'ailleurs être liée au nombre d'emplois qu'il crée ?

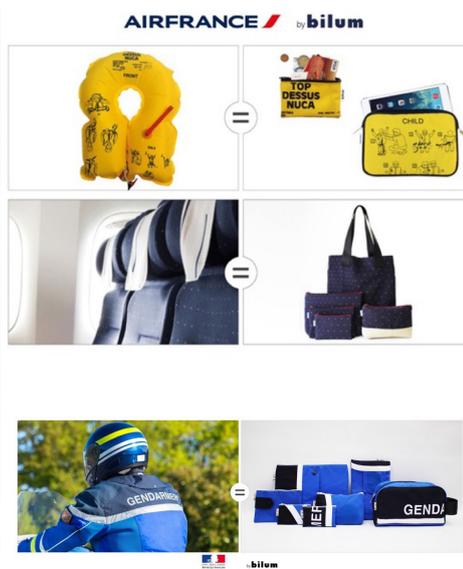
## Moduler les charges en fonction de la taille et des moyens des entreprises.

Ne pourrait-on pas, par exemple, moduler les taux en fonction de la taille, de l'implantation, de l'impact social et environnemental de l'entreprise ?

Les charges que nous devons payer pour une entreprise comme la nôtre sont bien trop lourdes. Ces charges sont d'ailleurs un obstacle majeur dans la fluidité des embauches et des débauches.

## Mettre en place la TVA circulaire.

Pour les entreprises proposant des produits éco-conçus à faible externalité négative, alors qu'elles sont aujourd'hui soumises au même taux de TVA que celui appliqué aux produits importés de Chine. La perte de recette fiscale induite par cette baisse de TVA pourrait être largement compensée par la diminution des coûts publics résultant de la réduction des préjudices pesant sur la collectivité : pollution, santé, ressources.



septembre 2021

## POURQUOI « LA DÉCADE » ?

*« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1794 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !*

« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, autour du 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say ([www.cerclejeanbaptistesay.com](http://www.cerclejeanbaptistesay.com)), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité!

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

